



Michel LE CLAINCHE
Ancien élève de l'École nationale des impôts

Souvenirs de mai 68 au Centre d'études de l'École nationale des impôts à Paris

Mots-clés : histoire - mai 68 - ministère des Finances - direction générale des impôts - école nationale des impôts

Les inspecteurs-élèves du Centre d'études de Paris rattaché à l'École nationale des impôts, qui étaient en même temps étudiants à Assas, ont participé aux événements de mai 68 à leur manière, assez éloignée de la « saga » des intellectuels de la génération 68.

50 ans, déjà ! Le souvenir de la « grève » au centre d'études de Paris de l'École nationale des impôts en mai 68 est bien lointain. Mais je garde une fidélité et même une petite fierté d'avoir participé à ce mouvement d'une manière bien modeste et, sans doute, un peu en marge des « événements ». Ce témoignage sera l'occasion d'évoquer l'administration des impôts de l'époque : des conditions de recrutement très originales et très favorables à la promotion sociale, la psychologie des cadres et des jeunes stagiaires toute empreinte d'un respect réel pour la hiérarchie même dans la contestation, le mélange de créativité un peu débridée et de désir d'entrer dans la vie active qui caractérisait les jeunes de l'époque.

C'est au pied du mur qu'on juge le maçon

L'année universitaire 1967-1968, est notre deuxième année à Assas. La première année, Georges Burdeau et Maurice Duverger nous ont éveillés à la politique. Cette année, le doyen Vedel nous émerveille avec le droit administratif (Les arrêts Dames Dol et Laurent ou Dame de la Murette...); le cas pratique posé par M. Marcha-

vant, maire de Jolicoïn...) cependant que Paul-Marie Gaudemet essaie de nous initier aux finances publiques¹... mais notre centre d'intérêt principal n'est pas à la fac.

Depuis cet été, nous sommes inspecteurs-élèves des impôts : nouvelle dignité d'étudiants-salariés, et surtout un traitement garanti à la fin du mois. Cet avantage immédiat est acquis au prix d'un engagement de dix ans à servir l'État et de quelques contraintes : les travaux dirigés de la fac se déroulent au centre d'études sous la direction d'assistants choisis et rémunérés par l'administration; les vacances universitaires, qui excèdent largement le mois réglementaire, sont occupées par des stages dans les bureaux de l'administration et par des cours de fiscalité. Nous pourrions bénéficier de ce régime plutôt confortable pendant deux ans avant de rejoindre Clermont-Ferrand pour suivre en même temps la quatrième année de la licence en droit et la scolarité à l'École nationale des impôts. Pour résumer, l'administration des impôts qui souhaite étoffer ses équipes a mis au point un formidable « ascenseur social » : rémunération (un peu moins de 700 F. par mois) dès le bac, concours assez facile après un an, puis études supérieures payées. Pour le faire connaître, elle a

¹ Je le rencontrerai en 1979 alors que, jeune conseiller de tribunal administratif, je préside la Commission départementale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires de Paris et qu'il siège à la commission en tant que représentant du contribuable, un autre professeur de droit !

Dossier

> Les intuitions financières publiques et mai 68

inondé la France d'affiches (à Paris, dans les bureaux de tabac et dans les stations de métro) qui ont attiré des fils d'ouvriers, d'agriculteurs, de petits commerçants qui avaient le goût des études sans en avoir les moyens.

Le centre d'études est situé rue de Montmorency dans le Marais (métro Arts et Métiers) qui abrite encore des ateliers (le comptoir Lyon-Allemand), des immeubles noircis par les âges, peu de commerces. Le vieil hôtel du XVII^e a été déserté par l'École nationale des impôts installée par Giscard à Clermont-Ferrand depuis peu : un porche majestueux, une belle cour pavée, des salles de cours parquetées avec des tableaux verts et des craies, un passage discret qui nous relie à l'école de l'INSEE qui occupe l'immeuble d'à côté. Un concierge adorable (M. Gilquin), un directeur (M. Gizardin) à fière allure, rigoureux et paternaliste, qui essaie de nous inculquer l'amour du travail (« C'est au pied du mur qu'on juge le maçon »), le sens du service public et la conscience de la chance que nous avons d'être accueillis par la grande Direction générale des impôts (« Un jour, vous dînez avec le sous-préfet ! »).

La France s'ennuie², mais pas nous

Le petit groupe que nous formons depuis plus d'un an est assez homogène. Nous avons autour de 20 ans et nous goûtons aux joies de l'indépendance (relative, la plupart habitent encore chez leurs parents). Dans les cafés proches de la fac (Le Luco, chez Agnès) ou des Arts et Métiers (le Brelan), nous refaisons le monde et discutons des grandes questions philosophiques qui passionnent les ados que nous sommes encore ou des mérites respectifs de Jacques Brel et de Georges Brassens.

Parlons-nous de politique ? Oui, sans doute un peu : pas mal d'anti-gaullisme (nous nous sommes intéressés à la politique lors des élections présidentielles de 1965); un peu d'union de la gauche (elle a failli remporter les législatives de 1967); un peu du Vietnam (des manifestations violentes ont eu lieu à Paris au printemps); pratiquement pas du tout du Mouvement du 22 mars à Nanterre resté confidentiel, ni des élucubrations des trotskistes que certains d'entre nous ont cotoyés à la fac, ni des bagarres entre l'UNEF mine et les fascistes.

La France s'ennuie peut-être, mais pas nous. La société de consommation triomphe. Nous n'en profitons guère. Mais la condition ouvrière n'est pas notre problème. Nous bûchons notre deuxième année et notre concours.

En mai, fais ce qu'il te plaît³

Les rumeurs des bagarres entre policiers et étudiants en ce début de mai filtrent à la radio et ne m'émeuvent pas du tout. Je ne connais pas les

camarades qu'il faut « libérer » et je pense qu'une rébellion purement étudiante n'a aucune chance de perdurer et, encore moins, d'ébranler le pouvoir en place. Mais le mouvement va vite me rattraper car le lundi 6 mai, je suis au quartier latin pour travailler en bibliothèque et participer le soir à une réunion privée rue Gay-Lussac. L'après-midi, j'assiste à quelques courses-poursuites entre policiers et étudiants et j'éprouve pour la première fois l'odeur des gaz lacrymogènes. Le soir, vers 11 heures, toujours la même odeur, quelques rumeurs, la voie est libre vers le métro Saint-Michel, mais, au bas du boulevard, un comité d'accueil musclé nous attend : « Montez dans les cars ! ». Ensuite, promenade dans Paris dans le panier à salade, débarquement assez impressionnant entre deux haies de policiers à Beaujon, fouille, photo, cellule grillagée partagée avec des clochards ou des passants imprudents plutôt qu'avec des casseurs⁴, expulsion dans la rue à 5 heures du matin, retour à pied à la maison à Bécon-les-Bruyères, explications confuses aux parents. De quoi s'intéresser enfin aux événements, de quoi nourrir un sentiment d'hostilité envers la police et de quoi inciter à la prudence. Mais avant la fin de la semaine, un coup de fil des copains me rappelle : « Viens au centre d'études, il se passe des choses » !

Plus de transports en commun. On va à Paris en vélo, par des camions militaires ou de vieux bus affrétés par on ne sait qui. On traverse la banlieue étonnamment silencieuse. Levallois, vu du bord de Seine, est hérissé de drapeaux rouge et noir. C'est la grève générale ou plutôt la paralysie générale. Tout s'est arrêté assez rapidement. On suit les péripéties du mouvement à la radio (l'appel du doyen Grapin, la réponse de Daniel Cohn-Bendit; plus tard, l'incendie de la bourse, les barricades de la nuit du 10 au 11 mai) mais l'évènement, c'est la libération de la parole, c'est l'imagination au pouvoir. Dans les bus, dans la rue, dans les bistros, des conversations s'engagent : la jeunesse dorée, les revendications des ouvriers, les anciens combattants, les États-Unis, la colonisation... tout y passe. Et dans les entreprises et les universités, c'est la prise du pouvoir par la base et par la parole. On s'organise partout en comités, sous-commissions...

Les murs ont la parole

Au Centre d'études, les cours sont suspendus mais les stagiaires se retrouvent chaque jour dans les salles de cours sans qu'on parle d'occupation des locaux. Je ne sais plus comment je me retrouve avec deux camarades, à la tête du « comité de grève » mais nous voilà chargés d'animer les réflexions, de rédiger la plateforme revendicative et d'aller porter les vœux de la base à notre cher

² « Quand la France s'ennuie... », éditorial de Pierre Viannson-Ponté dans *Le Monde* du 15 mars 1968.

³ Titre de l'ouvrage de Maurice Grimaud paru en 1977 chez Stock.

⁴ Malgré les chiffres impressionnants diffusés par la Préfecture et repris dans la presse : 422 arrestations, 345 policiers et près de 600 étudiants blessés pour cette seule journée.

directeur. Les thèmes sont les mêmes que partout ailleurs : éliminer les rapports de domination, mettre les organisations au service des hommes, remettre en cause les hiérarchies non fondées sur le mérite, permettre à chacun d'avoir voix au chapitre, de prendre son destin en mains... Cela donne une adhésion à des thèmes nouveaux comme le rejet de la société de consommation, de la « télé-qui-rend -fou », du « tout-automobile », de la publicité manipulatrice... mais surtout à un travail sérieux pour un fonctionnement plus ouvert et plus démocratique des institutions.

Nos motions, dont le souvenir s'est fortement estompé, sont probablement le reflet de ce bouillonnement très désordonné : des idées généreuses et générales sur l'administration au service du peuple ou sur la démocratie à l'université et des suggestions bien concrètes sur la fin des cours magistraux, le développement des contrôles continus, la revalorisation des salaires des inspecteurs-élèves, l'extension du statut des grandes écoles aux écoles professionnelles de la fonction publique... Avons-nous pris position sur des sujets de politique fiscale (tels que l'injustice de la TVA en cours d'extension au commerce de détail ou un meilleur ciblage de la lutte contre la fraude) ? C'est possible. Avons-nous des contacts avec les syndicats ? Pas du tout au début. Appartenions-nous à un vaste réseau d'agitateurs ? Non. Individuellement, nous avons participé à quelques assemblées générales à Assas ou à l'Odéon, mais assez rapidement, nous nous sommes sentis bien décalés par rapport aux discours qui s'y tenaient. Nous n'avions pas encore lu ni Herbert Marcuse, ni Yvan Illich. Les luttes entre factions maoïstes ne nous concernaient pas.

À la fin du mois, le rétablissement magistral du général de Gaulle, le retour de l'essence et surtout l'annonce officielle du report des examens à septembre a enlevé toute justification à cette aventure. Notre mai 68 a été, en définitive, très professionnel et très sage.

Sous les pavés, la plage

Après un été marqué par les révisions et les événements de Tchécoslovaquie, nous avons sagement passé nos examens et préparé la rentrée en 3^e année et au centre d'études. Mais, rien n'est plus comme avant. À la fac, les mandarins se font plus discrets et moins hautains et les travaux dirigés sont revalorisés. Au centre d'études, il nous faut trouver un prolongement à nos idées qui ont été écoutées poliment par le directeur qui n'a pas manqué de les transmettre à la hiérarchie. Nous adopterons la solution d'une syndicalisation plurielle à la CGT et à la CFDT ; cette dernière assu-

mant clairement l'héritage du mouvement de mai en vue de son congrès « Perspectives et stratégies de 1970 »⁵. À partir de là chacun suivra son chemin, mais n'oubliera pas ce moment exceptionnel. Sans doute assez différent de ce que les « vedettes » de mai 68 ou les intellectuels retiendront : nous n'avons pas lancé de pavés, nous n'étions pas des révolutionnaires, encore moins des « enragés ». J'ai eu l'occasion d'évoquer les événements avec Maurice Grimaud lui-même en 1988 alors que nous étions l'un et l'autre collaborateurs du Médiateur de la République, Paul Legatte. Il avait gardé cette confiance dans la jeunesse et dans la solidité du pays qui lui ont permis d'assurer l'ordre public avec souplesse et humanité.

Après mai 68

Comme beaucoup d'autres, j'ai poursuivi sérieusement mes études après mai 68 et j'ai « fait carrière ». Embourgeoisement ? certainement ! Trahison ? je ne le pense pas. Luc Ferry a prononcé un jugement trop sévère sur les anciens soixante-huitards qui ont su se recycler aux sommets de l'État : « Ils n'ont pas trahi leur cause. Ils ont accompli la vérité d'un mouvement dont les acteurs, pour l'essentiel, faisaient l'histoire sans savoir l'histoire qu'ils faisaient⁶ ». Je suis certain que, si la société a changé dans les années 1970, le mouvement auquel nous avons participé, a puissamment contribué à cette nécessaire mise à jour. Cet héritage a été peu à peu reconnu : l'émancipation des femmes, les nouvelles formes d'éducation, les nouvelles expressions culturelles, une justice moins lointaine... Je ne partage pas non plus l'opinion de Jean-Pierre Le Goff qui s'interroge : « Par quel cheminement, mai 68, qui est apparu si fortement pour ceux qui l'ont vécu comme une rupture radicale par rapport au « vieux monde », a-t-il pu déboucher sur un nouveau conformisme ? »⁷. Au contraire, une certaine dose d'anticonformisme est mon plus bel héritage de mai 68. Ce moment a été très formateur pour moi qui abordait les études supérieures et la vie professionnelle avec un bagage culturel plutôt limité. Il m'a initié à l'esprit critique, à la discussion politique, à la prospective, à l'analyse sociologique, à la communication. J'en ai gardé la conviction que l'autorité ne se décrète pas, mais se mérite ; que les décisions doivent être expliquées ; que l'accompagnement vaut mieux que l'interdiction.

Et l'administration ? Mai 68 a été un accélérateur de la crise du modèle bureaucratique, de la reconnaissance du dialogue social, des efforts faits pour rapprocher l'administration des citoyens⁸ et même de l'essor du management public. Et ce n'est pas un si mauvais bilan. ■

⁵ Avec trois orientations : autogestion, planification démocratique, propriété collective des moyens de production que je rappellerai malicieusement à Edmond Maire venu parler devant les cadres du ministère en 1999.

⁶ Interpréter mai 68 in *Pouvoirs* n° 39, mai 68, PUF 1986.

⁷ *Mai 68, l'héritage impossible* de Jean-Pierre Le Goff, La découverte, 1998, 2002.

⁸ *Le citoyen et son administration* sous la dir. de Céline Wiener et Michel Le Clainche, Imprimerie nationale éditions, 2000. *Finances publiques citoyennes* sous la dir. de JF Boudet et X. Cabannes, Lextenso, 2017.